

Galileo: les ministres européens mettent la pression

Les ministres des Transports de l'Union européenne ont appelé jeudi les huit sociétés chargées de mener à bien le projet Galileo, système de navigation satellitaire européen pesant plusieurs milliards d'euros, à respecter leurs engagements, indique AP dans un communiqué.

Ils ont donné jusqu'au 10 mai au consortium pour régler les désaccords internes, sous peine de perdre le contrôle de ce projet de 3,6 milliards d'euros.

D'ici là, les industriels impliqués (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) devront avoir mis sur pied une entité commune légale autonome sous la houlette d'un directeur général, juge l'UE.

Les Vingt-Sept réclament des avancées, et se pencheront à nouveau sur le dossier Galileo en juin, avant toute signature d'un contrat de concession pour 20 ans.

Le Commissaire aux Transports Jacques Barrot a précisé que l'UE n'entendait pas renoncer à son projet, mais n'excluerait pas un nouvel appel d'offres si les industriels actuellement impliqués ne réagissent pas. *« J'ai le sentiment que cet ultimatum sera respecté »*, a-t-il déclaré à la presse.

Le consortium a reçu le feu vert de l'UE pour Galileo en 2005, avec pour objectif un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le deuxième ayant raté son décollage à l'automne 2006.